

Comité consultatif sur l'application des droits

Dix-huitième session
Genève, 2 – 4 juin 2026

RÈGLEMENT SUR LES SERVICES NUMÉRIQUES : NOUVEAUX INSTRUMENTS DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LUTTER CONTRE LES ATTEINTES AUX DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE EN LIGNE

*Contribution préparée par M. Harrie Temmink, directeur adjoint de l'Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle, Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO), Alicante, Espagne **

RÉSUMÉ

La transformation numérique a révolutionné la manière dont les biens et les contenus sont distribués, offrant aux consommateurs un confort sans précédent et de nouvelles opportunités d'innovation. Cependant, elle a également entraîné une recrudescence de la contrefaçon et du piratage en ligne. Depuis des décennies, la fréquence croissante d'atteintes aux droits de propriété intellectuelle expose les titulaires de droits, les consommateurs et le grand public à de graves risques économiques, sanitaires et sécuritaires. Les plateformes en ligne peuvent jouer un rôle essentiel dans la protection de la propriété intellectuelle et des consommateurs. Au sein de l'Union européenne (UE), le Règlement sur les services numériques (DSA) de 2022 régit les services intermédiaires numériques et vise à lutter contre les contenus illicites. Il a pour objectif de créer un environnement en ligne plus sûr, plus transparent et plus responsable. Pour les titulaires de droits à travers l'UE, le Règlement sur les services numériques est un nouvel outil puissant et révolutionnaire. Son potentiel d'être un tournant décisif dans la lutte contre les atteintes à la propriété intellectuelle en ligne reste toutefois largement méconnu dans le monde de la propriété intellectuelle. Cette contribution présente les principaux changements introduits par le Règlement sur les services numériques en matière de protection de la propriété intellectuelle et rend compte des premières mesures prises pour lutter contre la contrefaçon et le piratage en ligne dans le cadre du nouveau régime juridique.

* Les opinions exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur et ne sont pas nécessairement celles du Secrétariat de l'OMPI ou de ses États membres.

I. CONTEXTE

1. Au sein de l'Union européenne, la Directive sur le commerce électronique¹, adoptée en 2000, a constitué le principal cadre juridique régissant la fourniture de services numériques au sein du marché unique numérique de l'UE, avec un cadre d'exonération de responsabilité à l'échelle européenne pour les plateformes en ligne. Le Règlement sur les services numériques (DSA)², adopté en octobre 2022 et pleinement applicable à tous les intermédiaires en ligne depuis le 17 février 2024, modernise et élargit le cadre initial.

2. Pour comprendre le Règlement sur les services numériques dans le contexte de la protection de la propriété intellectuelle, il est important de connaître les principes de base suivants :

- Le Règlement sur les services numériques impose de nouvelles obligations aux plateformes en ligne. Il complète la législation européenne plus sectorielle en matière de propriété intellectuelle, telle que la Directive relative au respect des droits de propriété intellectuelle (IPRED)³ et le droit d'auteur de l'UE⁴. Il complète également les mesures du droit non-conventionnel au niveau de l'UE, en particulier les recommandations de la Commission européenne sur le piratage d'événements en direct⁵ (2023) et la lutte contre la contrefaçon (2024)⁶.
- Le Règlement sur les services numériques remplace les législations nationales par un ensemble unique de règles directement applicables dans les 27 États membres de l'UE. L'acte juridique (règlement de l'UE) ne nécessite pas de législation nationale de transposition, et les juges nationaux doivent appliquer directement les règles de fond pertinentes du règlement sur les services numériques en tant que partie intégrante du droit national⁷.
- Le Règlement sur les services numériques couvre, en principe, tous les intermédiaires en ligne dans l'UE ("prestataires de services intermédiaires"). Son champ d'application comprend un large éventail d'acteurs du numérique, tels que les fournisseurs d'accès à Internet, les bureaux d'enregistrement de noms de domaine, les services de cloud

¹ Directive 2000/31/CE du Parlement européen et du Conseil du 8 juin 2000 relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information, et notamment du commerce électronique, dans le marché intérieur ("Directive sur le commerce électronique"), JO 2000, L 178, p. 1.

² Règlement (UE) 2022/2065 du Parlement européen et du Conseil du 19 octobre 2022 relatif à un marché unique des services numériques et modifiant la Directive 2000/31/CE (règlement sur les services numériques), JO L 277, p. 1.

³ Directive 2004/48/CE du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 relative au respect des droits de propriété intellectuelle, JO L 157, 30.04.2004, p. 45.

⁴ Voir, notamment, la directive (UE) 2001/29/CE du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits connexes dans la société de l'information (Directive sur le droit d'auteur dans la société de l'information), JO L 167, p. 10, et la Directive (UE) 2019/790 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2019 sur le droit d'auteur et les droits connexes dans le marché unique numérique et modifiant les Directives 96/9/CE et 2001/29/CE, JO L 130 du 17.5.2019, p. 9. On trouvera un aperçu détaillé de la législation de l'UE en matière de droit d'auteur ici : <https://digital-strategy.ec.europa.eu/fr/policies/copyright-legislation>.

⁵ Recommandation (UE) 2023/2853 de la Commission du 4 mai 2023 relative à la lutte contre le piratage en ligne des événements sportifs et autres événements en direct (JO L 136, p. 83-94). Voir Harrie Temmink, Lutte contre le piratage en ligne des événements sportifs et autres événements en direct dans l'Union européenne (WIPO/ACE/16/12, p. 8-16).

⁶ Recommandation (UE) 2024/915 de la Commission du 19 mars 2024 relative aux mesures visant à lutter contre la contrefaçon et à renforcer le respect des droits de propriété intellectuelle, JO série L du 26.3.2026, p. 1. Voir également Virginie Fossoul, Mette Korsholm et Laszlo Vass, Les mécanismes de droit souple comme moyen de renforcer les politiques de respect des droits de propriété intellectuelle – Partage des pratiques de l'Union européenne (WIPO/ACE/18/16).

⁷ Article 288 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

computing et d'hébergement Web, les places de marché en ligne, y compris les boutiques d'applications, les réseaux sociaux, les moteurs de recherche et les plateformes de partage de contenu.

- Les obligations des différents acteurs en ligne correspondent à leur rôle, à leur position et à leur influence au sein de l'écosystème en ligne. Les règles du Règlement sur les services numériques s'appliquent en fonction de la nature du service ou de l'intermédiaire, ainsi que de la taille des plateformes en ligne, déterminée par leur nombre d'utilisateurs⁸. Les petites plateformes sont exemptées de certaines règles. En revanche, les plus grandes plateformes ayant un impact majeur sont soumises à des obligations supplémentaires strictes (voir ci-dessous, II-B). Il s'agit des plateformes et des moteurs de recherche dits "très grands" (VLOPs et VLOSEs, ou "VLOPSES") comptant plus de 45 millions d'utilisateurs actifs par mois dans l'UE⁹.
- Le Règlement sur les services numériques ne mentionne pas explicitement les atteintes aux droits de propriété intellectuelle¹⁰. Il fait plutôt référence au "contenu illégal", qui est défini dans d'autres législations européennes et nationales, et couvre les atteintes à tous les droits de propriété intellectuelle protégés au niveau de l'UE et au niveau national¹¹.

II. LUTTE CONTRE LES CONTENUS ILLICITES

3. La présente section passe en revue les mesures prévues par le Règlement sur les services numériques pour promouvoir la modération des contenus et la protection des droits de propriété intellectuelle.

A. OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PLATEFORMES EN LIGNE

- Le Règlement sur les services numériques oblige tous les intermédiaires en ligne à disposer d'un point de contact unique pour les autorités et les utilisateurs (y compris les titulaires de droits et les consommateurs), tel qu'une adresse e-mail, une messagerie instantanée ou un chatbot. Ce contact doit être rapide et direct et ne peut reposer uniquement sur des outils automatisés, ce qui permet aux utilisateurs de joindre plus facilement les plateformes s'ils souhaitent déposer une plainte¹².
- Il oblige également les intermédiaires en ligne actifs sur le marché européen, mais établis en dehors de l'UE à disposer d'un représentant légal dans l'un des États membres¹³.
- Lorsque les utilisateurs choisissent de faire réexaminer des décisions, cette procédure doit être traitée gratuitement via le système interne de traitement des plaintes de la

⁸ Voir notamment les articles 19 et 33 du Règlement.

⁹ Les très grandes plateformes et moteurs de recherche comprennent, entre autres, les services suivants : AliExpress, Amazon Store, Apple Store, Google (Search, Play, Maps, Shopping, YouTube), Shein, LinkedIn, Facebook, Instagram, Bing, Pinterest, Snapchat, TikTok, X, Temu, WhatsApp, Zalando. Pour un aperçu complet, voir <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/list-designated-vlops-and-vloses>.

¹⁰ C'est le cas de certains considérants. Voir, par exemple, le considérant 12, qui fait référence à "la vente de produits de contrefaçon" et à "l'utilisation non autorisée de contenus protégés par le droit d'auteur".

¹¹ D'autres exemples sont les produits non conformes, la discrimination illégale, les contenus à caractère terroriste, les contenus pédopornographiques et les discours de haine illégaux.

¹² Voir les articles 11 et 12 du Règlement sur les services numériques.

¹³ Voir l'article 13 du Règlement sur les services numériques.

plateforme. Les utilisateurs ont également le droit de s'adresser à un organisme de règlement extrajudiciaire des litiges certifié¹⁴.

B. RESPONSABILITÉ ET MÉCANISMES DE NOTIFICATION ET D'ACTION

4. Le Règlement sur les services numériques maintient les exemptions de responsabilité conditionnelles prévues par la directive sur le commerce électronique pour les intermédiaires en ligne. Les prestataires de services de simple transport, de mise en cache et d'hébergement ne peuvent être tenus pour responsables des informations illicites qu'ils transmettent ou stockent, à condition que certaines conditions soient remplies. Par exemple, les hébergeurs qui stockent des informations à la demande d'un utilisateur (les plateformes de commerce électronique, les services de stockage Web/cloud, les services de partage de vidéos et les réseaux sociaux, entre autres) ne peuvent être tenus pour responsables s'ils prennent des mesures rapides contre les atteintes à la propriété intellectuelle dès qu'ils en ont connaissance (lorsqu'ils en ont "connaissance effective").

5. L'une des façons d'établir la connaissance effective est que les titulaires de droits ou leurs représentants informent les plateformes des atteintes à la propriété intellectuelle.

6. À cette fin, les fournisseurs d'hébergement, y compris les plateformes en ligne, doivent mettre en place des mécanismes de notification et d'action¹⁵. Ils doivent permettre aux utilisateurs, tels que les titulaires de droits de propriété intellectuelle, de signaler au service d'hébergement la présence d'atteintes présumées à la propriété intellectuelle. La nouveauté réside dans le fait que le Règlement sur les services numériques codifie et harmonise les mécanismes de notification et d'action, en équilibrant les droits fondamentaux des titulaires de droits avec ceux des plateformes. Les conditions suivantes sont applicables :

- Signalement simple et convivial : les plateformes doivent fournir des outils électroniques accessibles permettant de signaler les contenus illicites.
- Exigence de notification : une notification valide concernant une atteinte présumée aux droits de propriété intellectuelle doit inclure une explication précise de l'emplacement et des détails du contenu illégal.
- Signaleurs de confiance : les fournisseurs de plateformes en ligne sont tenus de traiter en priorité les notifications soumises par les signaleurs de confiance¹⁶. Le statut de "signaleur de confiance", qui doit être attribué par les autorités nationales, repose sur des critères spécifiques. Certains États membres (notamment l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l'Italie et le Royaume des Pays-Bas) ont déjà accordé ce statut à des associations de propriété intellectuelle¹⁷.
- Exposé des motifs¹⁸ : les plateformes doivent fournir aux parties concernées une motivation lorsqu'elles suppriment ou restreignent leur contenu. Les utilisateurs concernés devraient pouvoir contester la suppression du contenu par le biais d'un système interne de traitement des plaintes. Ces motivations devraient également

¹⁴ Voir l'article 21 du Règlement sur les services numériques.

¹⁵ Voir notamment l'article 16 du service d'hébergement.

¹⁶ Article 22 et Considérant 61 du Règlement sur les services numériques.

¹⁷ Pour la liste complète, voir <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/trusted-flaggers-under-dsa>

¹⁸ Article 17 du Règlement sur les services numériques.

être communiquées à la base de données de transparence du règlement sur les services numériques¹⁹.

- Traitement des réclamations²⁰ : les plateformes en ligne doivent veiller à ce que les réclamations contre les décisions prises à la suite de notifications soient traitées sous la supervision d'un personnel qualifié, et à ce que l'affaire soit traitée en temps opportun et de manière non discriminatoire.

7. Les hébergeurs doivent informer les autorités nationales ou judiciaires compétentes s'ils ont connaissance de soupçons d'infractions pénales susceptibles de menacer la vie ou la sécurité des personnes. Cela peut inclure des soupçons concernant des produits dangereux portant atteinte à la propriété intellectuelle.

C. LES PLATEFORMES EN LIGNE ET LEURS REVENDEURS

8. Le Règlement sur les services numériques prévoit des obligations supplémentaires ciblées pour les plateformes en ligne dans le cadre des relations entre entreprises et consommateurs (B2C). Cela comprend notamment :

- “Connaissance de la clientèle d'affaires” (*know your business customer (KYBC)*)²¹ : l'un des principaux obstacles à l'application des droits de propriété intellectuelle a souvent été l'incapacité des titulaires de droits à identifier le vendeur se cachant derrière un profil “fantôme”. Le Règlement sur les services numériques oblige les places de marché en ligne à collecter et à vérifier les informations essentielles concernant les commerçants tiers qui utilisent leurs services pour proposer des biens, notamment le nom, l'adresse, les coordonnées et les informations bancaires. Lorsque les vendeurs ne fournissent pas d'informations complètes, la plateforme doit suspendre leur service.
- Récidivistes²² : les plateformes en ligne doivent suspendre les utilisateurs qui abusent de leurs services en proposant fréquemment des contenus manifestement illégaux, y compris des fréquentes atteintes des droits de propriété intellectuelle.
- Conformité dès la conception²³ : les plateformes en ligne sont tenues de déployer des “efforts raisonnables” pour vérifier de manière aléatoire si les produits ou services proposés sur leur plateforme ont été identifiés comme illégaux dans les bases de données officielles en ligne. Cela incite les plateformes à détecter les contrefaçons et les contenus piratés avant qu'ils ne soient signalés²⁴.
- Information des consommateurs²⁵ : si un produit est jugé illégal, y compris une contrefaçon, la plateforme en ligne doit en informer les consommateurs qui l'ont acheté, en s'assurant qu'ils sont conscients de la nature illégale du produit et en leur fournissant des informations sur les voies de recours.

¹⁹ Voir <https://transparency.dsa.ec.europa.eu/> – avec une option de recherche spécifique pour les atteintes aux droits de propriété intellectuelle.

²⁰ Article 20 du Règlement sur les services numériques.

²¹ Article 32 et Considérant 72 (avec une référence spécifique à la propriété intellectuelle) du Règlement sur les services numériques.

²² Article 23 du Règlement sur les services numériques.

²³ Article 31 du Règlement sur les services numériques.

²⁴ Toutefois, le Règlement sur les services numériques prévoit qu'aucune obligation générale de surveillance visant à détecter des activités illégales ne peut être imposée aux prestataires de services intermédiaires. Voir l'article 8 du Règlement sur les services numériques.

²⁵ Article 32 du Règlement sur les services numériques

- Systèmes de recommandation²⁶ : ces systèmes automatisés facilitent et optimisent l'accès à l'information pour les consommateurs, mais peuvent, par exemple, privilégier les contrefaçons ou les contenus piratés. Le règlement sur les services numériques contient des règles de transparence concernant les systèmes de recommandation utilisés par les plateformes en ligne et les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne.
- Publicité²⁷ : les plateformes en ligne ont une obligation de transparence quant à l'origine de la publicité et aux paramètres utilisés pour déterminer le destinataire de celle-ci. Les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne doivent également disposer d'un référentiel publiquement disponible contenant des informations sur la publicité à des fins de supervision et de recherche.
- Sur les "interfaces truquées"²⁸ : le Règlement sur les services numériques interdit l'utilisation de ce que l'on appelle les interfaces truquées par les plateformes en ligne. Les interfaces truquées visent à manipuler les utilisateurs afin qu'ils prennent des décisions involontaires et préjudiciables. Les plateformes en ligne doivent concevoir leurs services de façon à ne pas tromper, manipuler ou entraver substantiellement la capacité des utilisateurs à prendre des décisions libres et éclairées. Cela peut avoir un impact sur l'utilisation illicite de la propriété intellectuelle (utilisation trompeuse de logos, de noms de marque ou de mises en page pour créer de fausses associations, utilisation non autorisée d'images ou de contenus protégés par le droit d'auteur pour tromper les utilisateurs, par exemple sur de faux sites de comparaison, etc.).

D. TRÈS GRANDES PLATEFORMES EN LIGNE ET TRÈS GRANDS MOTEURS DE RECHERCHE EN LIGNE ("VLOPSES")

9. Les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne sont soumis à des obligations supplémentaires de "diligence raisonnable" afin de garantir que leurs services ne présentent pas de risque inacceptable pour la société. Ces obligations comprennent :

- Gestion proactive des risques : les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne doivent identifier et analyser les risques généralisés découlant de la conception ou du fonctionnement de leurs services²⁹. Ces risques comprennent la diffusion de contenus illicites, tels que les atteintes aux droits de propriété intellectuelle. Les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne sont également tenus d'atténuer les risques systémiques liés à leurs services par des mesures concrètes. Les mesures potentielles comprennent l'adaptation des fonctionnalités ou de leurs services, l'adaptation des conditions générales et de leur application, l'adaptation du système algorithmique, y compris leurs systèmes de recommandation, l'adaptation des systèmes publicitaires, le renforcement des ressources internes et l'ajustement de la coopération avec d'autres plateformes en ligne, entre autres³⁰.

²⁶ Article 27 du Règlement sur les services numériques. Pour les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne, voir également l'article 38.

²⁷ Article 26 du Règlement sur les services numériques.

²⁸ Article 25 et Considérant 67 du Règlement sur les services numériques.

²⁹ Article 34 du Règlement sur les services numériques.

³⁰ Article 35 du Règlement sur les services numériques.

- Rapports de transparence³¹ : Les très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne sont tenus de publier régulièrement des rapports publics sur la modération des contenus (voir II-B) et la gestion des risques.
- Audits indépendants³² : Les nouvelles exigences de transparence imposées par le Règlement sur les services numériques créent également de nouveaux moyens de surveiller les activités des très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne.

10. Pour les grandes plateformes, ces nouveaux et importants engagements étendent leurs responsabilités, passant d'un modèle traditionnel "réactif" de réparation des dommages causés par les atteintes aux droits de propriété intellectuelle à une approche "proactive" axé sur les risques et basée sur la prévention. Ce ci est conforme aux pratiques en développement des grandes plateformes qui utilisent des systèmes automatisés pilotés par l'IA qui recherchent en permanence les atteintes présumées de la propriété intellectuelle, notamment sur la base d'informations provenant des autorités, des titulaires de droits et de sources publiques. Certaines plateformes en ligne affirment que des contrôles proactifs permettent de bloquer plus de 99% des inscriptions suspectées de contrefaçon avant même que les titulaires de droits n'aient eu à les trouver et à les signaler.

11. Les nouvelles exigences de transparence imposées par le Règlement sur les services numériques créent également de nouveaux moyens de contrôler les activités des très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne. Les grandes plateformes sont obligées, par exemple, de fournir un accès aux données aux chercheurs approuvés³³.

III. GOUVERNANCE

A. SUPERVISION ET SANCTIONS

12. Afin de garantir une mise en œuvre efficace, le Règlement sur les services numériques prévoit un cadre de coopération entre l'UE et les autorités nationales, ainsi qu'un ensemble complet de mesures d'enquête et de sanction visant à s'assurer que les plateformes et autres intermédiaires respectent leurs obligations³⁴.

13. Au niveau national, les coordinateurs des services numériques supervisent et veillent au respect du règlement sur les services numériques par les plateformes non cataloguées comme "très grandes" dans leurs États membres.

14. La Commission européenne est principalement chargée du contrôle et de l'application des obligations applicables aux très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne. Si la Commission soupçonne une infraction aux règles du règlement sur les services numériques, elle peut ouvrir une procédure et utiliser ses pouvoirs d'enquête pour demander des informations, ordonner l'accès aux données et aux algorithmes des très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne, mener des inspections, etc. Cela peut déboucher sur une décision imposant des mesures provisoires, des amendes (pouvant atteindre 6% du chiffre d'affaires annuel mondial de l'intermédiaire) ou des astreintes. Dans des circonstances exceptionnelles impliquant des infractions pénales et des menaces

³¹ Article 42 du Règlement sur les services numériques.

³² Article 37 du Règlement sur les services numériques.

³³ Article 40 du Règlement sur les services numériques.

³⁴ Voir le chapitre IV du Règlement sur les services numériques (mise en œuvre, coopération, sanctions et exécution).

pour la santé publique, la Commission peut demander au coordinateur des services numériques du pays d'établissement de solliciter la suspension temporaire du service en ligne.

15. Le Conseil européen des services numériques (le Conseil), un groupe consultatif indépendant composé des autorités nationales de régulation des services numériques et présidé par la Commission européenne, a été créé pour veiller à l'application cohérente du règlement sur les services numériques. Le Conseil a mis en place des groupes de travail sur des aspects spécifiques de la loi. Deux d'entre eux (sur la "modération des contenus et l'accès aux données" et sur les "consommateurs et les places de marché en ligne") sont particulièrement pertinents pour les questions liées à la propriété intellectuelle. En novembre 2025, le Conseil a tenu sa première discussion approfondie sur la propriété intellectuelle dans le cadre de l'application de la loi³⁵.

B. PARTENARIAT DE LA COMMISSION EUROPÉENNE AVEC L'OFFICE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

16. La Commission européenne s'est associée à l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO) afin de renforcer l'application de la propriété intellectuelle en vertu de la loi. Un accord de travail de cinq ans est entré en vigueur le 1^{er} avril 2026³⁶.

17. L'EUIPO, par l'intermédiaire de son Observatoire européen des atteintes aux droits de propriété intellectuelle, a déjà acquis une expertise dans l'identification des abus en matière de propriété intellectuelle en ligne et dans la communication de "bonnes pratiques" pour lutter contre les atteintes numériques à la propriété intellectuelle. Dans le cadre de son groupe d'experts "Coopération avec les intermédiaires", il a préparé des documents de réflexion sur des sujets tels que la publicité en ligne, les applications et les boutiques d'applications, les services de paiement, le transport et la logistique, les réseaux sociaux, le piratage d'événements en direct et les abus de noms de domaine³⁷.

18. L'EUIPO apportera désormais un soutien technique et son expertise en matière de propriété intellectuelle afin de contribuer à la lutte contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle en ligne dans le cadre du Règlement sur les services numériques. L'un des axes principaux du travail de l'EUIPO consistera à assister les experts de la Commission dans la surveillance des très grandes plateformes en ligne et les très grands moteurs de recherche en ligne. Dans ce contexte, l'EUIPO contribuera à l'analyse des rapports internes soumis par ces plateformes et évaluera ainsi l'efficacité de leur lutte contre les atteintes à la propriété intellectuelle. Elle organisera également des formations pour les autorités nationales chargées de l'application du Règlement sur les services numériques et contribuera aux discussions du groupe de travail du Conseil sur la propriété intellectuelle.

19. Dans le cadre de cet accord, l'EUIPO contribuera à renforcer les connaissances et l'expertise des autorités judiciaires, des titulaires de droits de propriété intellectuelle et des petits intermédiaires en ligne. Finalement, l'EUIPO contribuera à l'analyse des rapports internes soumis par ces plateformes et permettra ainsi d'évaluer l'efficacité avec laquelle elles luttent contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle.

³⁵ Voir <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/news/press-statement-european-board-digital-services-following-its-16th-meeting>.

³⁶ Voir <https://www.euipo.europa.eu/fr/news/the-euipo-and-the-european-commission-join-forces-to-fight-counterfeiting-and-piracy-online>.

³⁷ Voir, par exemple, Antoine Aubert, "Défis et bonnes pratiques pour prévenir l'utilisation des applications et des boutiques d'applications à des fins de violation de la propriété intellectuelle", par l'EUIPO (WIPO/ACE/17/12, p. 1-6). Pour la liste complète des documents de travail, voir <https://www.euipo.europa.eu/en/observatory/publications>.

20. Il organisera également des formations à l'intention des autorités nationales chargées de faire respecter le Règlement sur les services numériques et participera aux discussions du groupe de travail du Conseil sur la propriété intellectuelle.

IV. CONCLUSION

21. Le règlement sur les services numériques est un cadre réglementaire avancé qui, entre autres objectifs, peut contribuer à la protection de la propriété intellectuelle sur les plateformes en ligne et auprès d'autres intermédiaires en ligne. Il s'agit d'un mécanisme unique combinant des exigences en matière d'actions répressives, des mesures préventives et proactives, des règles de transparence, une structure de gouvernance complète avec une coordination étroite entre l'UE et les autorités nationales, ainsi que des pouvoirs de contrôle clairs.

22. Depuis février 2024, la Commission européenne a ouvert des enquêtes à l'encontre de certaines grandes plateformes en ligne³⁸. La mise en œuvre du Règlement sur les services numériques a donné lieu à des actions visant à remédier aux lacunes dans l'utilisation des systèmes de recommandation, aux conceptions favorisant la dépendance comportementale, au manque de transparence et à la diffusion de contenus illicites, y compris la vente de produits illégaux. Ces actions ont conduit certaines plateformes en ligne à apporter des changements concrets. Plusieurs enquêtes sont toujours en cours.

23. Les implications pratiques du Règlement sur les services numériques pour la protection de la propriété intellectuelle dans l'UE se préciseront au cours des prochaines années, à mesure que les plateformes, les titulaires de droits et les autorités publiques se familiariseront avec ses dispositions. L'EUIPO se tient prêt à soutenir la Commission européenne, les États membres et le secteur privé dans leur objectif commun de lutter contre les atteintes aux droits de propriété intellectuelle en ligne.

[Fin de la contribution]

³⁸

Pour un aperçu, voir <https://digital-strategy.ec.europa.eu/en/policies/list-designated-vlops-and-slops>.